CARTOGRAPHIE GÉOPOLITIQUE : LA CARTOGRAPHIE DES REPRÉSENTATIONS

par Pierre-Emmanuel Thomann

EUROCONTINENT
58 Avenue Brugmann 1190 Bruxelles
Belgique
pierre-emmanuel.thomann@eurocontinent.eu

La cartographie comme outil de conceptualisation des représentations géopolitiques fut un élément central de mon travail de recherche, dans le cadre d'une thèse en géographie, option géopolitique à l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'Université Paris 8. L'analyse des représentations des différents acteurs d'une situation géopolitique montre combien il est important dans la démarche géopolitique de faire apparaître les visions contradictoires répondant à la logique des acteurs. Pour analyser les cadres de référence des acteurs, la démarche implique de cartographier les représentations géopolitiques contenues implicitement dans les discours des acteurs d'une situation géopolitique précise. Le choix de la méthode géopolitique part de l'hypothèse que la question des rapports de pouvoirs et d'influence et de leur traduction spatiale, c'est-à-dire l'illustration sur des cartes et des schémas géopolitiques des représentations géopolitiques et des stratégies territoriales associées, est fondamental pour comprendre une situation géopolitique. On propose ainsi une restitution graphique des mots clés utilisés par les acteurs afin de vérifier leur rapport à la réalité dans l'action politique concrète. Parfois sur les cartes, d'autres fois à l'aide de schémas géopolitiques, enfin par des chronologies, nous pensons qu'il faut aider le lecteur à synthétiser et comprendre les enjeux géopolitiques principaux par cet effort graphique. Exemple : le pivot, la charnière, le centre. Dans les représentations géopolitiques exprimées par la classe politique, la France comme puissance mondiale (figure 1) est un carrefour, une charnière, un pivot dans les représentations stratégiques dominantes. Le schéma illustre la France comme État charnière-pivot dont la fonction est de maintenir ensemble des enveloppes géopolitiques différentes (idée exprimée par la charnière), mais pivote dans différentes directions pour maximiser sa marge de manœuvre grâce à une politique de balance et d'équilibre.

La cartographie des représentations géopolitiques

L'hypothèse avancée ici est que la cartographie des enjeux et des représentations plus ou moins concurrentes constitue l'élément fondamental du décryptage d'une problématique géopolitique. La cartographie comme outil de conceptualisation des représentations géopolitiques devient donc un élément central de ce type de travail de recherche.

Dans ce papier, le choix a été fait de démontrer la pertinence de l'utilisation de la cartographie comme outil de conceptualisation des représentations géopolitiques, non pas par une description théorique, mais par son application dans une situation concrète. Une situation géopolitique doit être vue et observée avant d'être analysée. Il ne pourrait de toute façon pas en être autrement, puisque chaque situation géopolitique est unique, et la construction des schémas et cartes géopolitiques ne peut être montrée sans l'analyse d'une situation géopolitique précise. L'exemple choisi ici est issu du travail de recherche qui a expérimenté cette approche.

Prenons donc comme cas pratique, la relation franco-allemande dans le projet européen, qui fut le champ d'investigation pour élaborer une cartographie géopolitique, dans le cadre d'une thèse de doctorat à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8 soutenue en 2014 et publiée en 2015 (Thomann P.-E., 2014)[1]. Cette utilisation de la cartographie et des schémas géopolitiques pourra ensuite être testée sur d'autres situations géopolitiques.

Dans mon travail de recherche, l'analyse des représentations dans l'une et l'autre nation (l'Allemagne et la France) a montré combien il est important dans

1 Thomann P.-E., 2014, *Le couple franco-allemand et le projet européen: représentations géopolitiques, unité et rivalités*, Paris, l'Harmattan, 658 p. La thèse a été soutenue le 26 mars 2014 sous le titre : *Le couple franco-allemand et le projet européen: représentations géopolitiques, unité et rivalités*, Directrice de thèse : Mme Barbara Loyer, Directrice de l'Institut français de géopolitique, membres du Jury : M. Michel Deshaies, Professeur, géographe, Nancy 2, Mme Béatrice Giblin, Professeur émérite, Paris 8, M. Bernard Reitel, Professeur, géographe, Université d'Artois, M. Henrik Utterwedde, politologue, Directeur-adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, Université de Stuttgart, Université d'Osnabruck, Allemagne.

la démarche géopolitique de faire apparaître les visions contradictoires répondant à des logiques internes qui ne peuvent être dépassées qu'après avoir été exposées et sur des décisions politiques. Car ces perceptions réciproques déformées ne sont en général ni « vraies » ni « fausses », elles reflètent des systèmes de pensées. Pour analyser ces cadres de référence, j'ai systématiquement cartographié les représentations géopolitiques contenues implicitement dans les discours et articles concernant les relations franco-allemandes.

Comme on l'a dit, le choix de la méthode géopolitique part de l'hypothèse que la question des rapports de pouvoirs et d'influence et de leur traduction spatiale, c'est-à-dire l'illustration sur des cartes et des schémas géopolitiques des représentations géopolitiques et des stratégies territoriales associées, est fondamentale pour comprendre une situation géopolitique. Ce travail m'a permis de faire émerger certains concepts récurrents.

Lorsqu'on aborde les représentations nationales allemandes et françaises qui restent primordiales derrière l'affichage d'unité des *couples franco-allemands*, les différences se révèlent. Prenons en exemple les représentations géopolitiques françaises et allemandes qui sont directement liées au territoire. Outre la notion de *puissance*, les Français mettent en avant celles de *carrefour*, *charnière*, *pont*, *point d'équilibre, trait d'union* ou *pivot*[2] lorsqu'ils décrivent le positionnement de la France ou de l'Europe. Nicolas Sarkozy en campagne électorale annonce que *« la géographie de la mondialisation pousse l'Europe à imaginer une stratégie euro-africaine dont la Méditerranée serait fatalement le pivot*[3] *»*. La France était un « point d'équilibre » pour Édouard Balladur, un « *pont* » ou *« trait d'union »* pour François Hollande[4] lorsqu'il souligne que s'agissant de la stabilisation de la zone euro : *« Ce résultat, que je revendique, n'a été possible que parce que la France a su jouer le rôle de trait d'union entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, dans le cadre de l'indispensable – je dis bien indispensable – couple franco-allemand, sans lequel l'Europe ne peut pas avancer*[5] *»*.

Les Allemands pensent aussi avec des mots clés même si ce ne sont pas les mêmes. Les Allemands, a dit le ministre Frank-Walter Steinmeier *« ne pensent pas dans les catégories d'arrière-cour, de cordon sanitaire, de zones d'influence élargies ou les mots clés de la politique de grande puissance qui a échoué le siècle dernier*[6] *»*. Les Allemands parlent de *milieu (Mittellage)*, de *centre*, d'*imbrications économiques et politiques (Verflechtung)*, mais aussi de *puissance centrale*[7]. Les représentations nationales se projettent au niveau européen : l'Europe a vocation à être une puissance, une *Europe protection* au sein d'un *concert des puissances mondiales*, un contrepoids pour les Français, une *Europe de la stabilité et de la responsabilité*, une *puissance de paix, un modèle* pour les Allemands.

Les deux États ont toutefois chacun des stratégies géopolitiques issues de leurs représentations nationales, plus explicites pour les Français et plus implicites pour les Allemands qui mettent en avant un discours différent en raison d'un rapport différent au territoire issu de l'histoire. Récemment, l'Allemagne, comme la France, est devenue une nation plus territoriale, puisque les frontières de l'Allemagne ont été fixées définitivement à l'occasion de l'unification, et que le droit du sang a évolué vers le droit du sol depuis les années 2000. Les conséquences de cette convergence entre les deux pays ne sont pas encore pleinement mesurables.

Dans mon travail de recherche, j'ai proposé une restitution graphique des mots clés exprimés par les Allemands et les Français afin de vérifier leur rapport à la réalité dans l'action politique concrète. Parfois sur les cartes, d'autres fois à l'aide de schémas géopolitiques, enfin par des chronologies, nous pensons qu'il faut aider le lecteur à synthétiser et comprendre les enjeux géopolitiques principaux par cet effort graphique. Dans les instances européennes, les représentations mobilisées restent souvent volontairement floues, et permettent de faciliter les compromis européens en ce qui concerne les priorités géopolitiques, mais au prix d'une simplification et d'une imprécision des objectifs affichés qui évacuent les finalités du projet européen, et le rendent à cette occasion incompréhensible et fort peu mobilisateur auprès des citoyens. Dans ce travail de recherche, les finalités et stratégies implicites des acteurs allemands

2 Le *pivot* est ici une stratégie choisie par la France et non pas un élément de la stratégie d'une autre grande puissance telle que l'a défini le politologue américain Zbigniew Brzezinski dans son ouvrage :
Brzezinski Z.,1997, Le *grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard éditions. p.69.

3 Discours de campagne électorale de Nicolas Sarkozy, 7 février 2007, Toulon.

4 Le premier discours du nouveau Président français François Hollande consacré à la diplomatie française avait déjà souligné une continuité remarquable du point de vue des représentations françaises et utilisé le même type de vocabulaire : *« la France est une puissance mondiale », « La France est un pont entre les nations, y compris les émergentes, entre le Nord et le Sud, entre l'Orient et l'Occident. Notre pays est un acteur et un médiateur du dialogue entre les civilisations »* et *« c'est son indépendance qui la rend précieuse au monde ».* Discours de M. le Président de la République, François Hollande, XXème Conférence des Ambassadeurs.

5 http://www.elysee.fr

6 Discours du ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, "die Welt im Umbruch - wo steht Europa", 25 janvier 2009.

7 Les représentations géopolitiques allemandes sont plus diverses que celles des Français, nous le verrons au cours de cette recherche : l'Allemagne *milieu ou centre (Mittellage)*, comme *puissance centrale*, mais aussi les représentations non territoriales de l'Allemagne comme *puissance commerçante* et *puissance civile*.

et français ont été soulignées afin de mettre en lumière les impasses et les blocages qui sont systématiquement gommés derrière les compromis temporaires et précaires.

Le pivot, la charnière, le centre

Pour comprendre une situation géopolitique, il est important de comparer les représentations géopolitiques différenciées des acteurs pour mettre en lumière pourquoi ils entrent en rivalité sur le territoire. Dans le cas de la relation franco-allemande, la rivalité géopolitique entre les deux nations ne porte plus sur des revendications territoriales comme l'Alsace-Lorraine. Elle résulte aujourd'hui des rapports différenciés des deux nations dans la perception de leur propre rôle à l'Europe et au monde et de leurs priorités géopolitiques. La posture différenciée des deux nations provient précisément de leurs représentations géopolitiques différentes qui se déclinent à différentes échelles géographiques. Pour comparer ces représentations, il est important de mettre en regard les cartes dédiées aux représentations allemandes et françaises.

Les deux cartes suivantes illustrent notre propos.

La France (fig. 1) comme *puissance mondiale* est un *carrefour*, une *charnière, un pivot* dans les représentations stratégiques dominantes. Le schéma illustre la France comme *État charnière-pivot* dont la fonction est de maintenir ensemble des enveloppes géopolitiques différentes (idée exprimée par la *charnière*), mais pivote dans différentes directions pour maximiser sa marge de manœuvre grâce à une *politique de balance* et d'*équilibre*. Dans la légende de la carte, le symbole de la France comme charnière-pivot au carrefour des différents espaces géopolitiques est illustré par un rond qui maintient ensemble les différents espaces géopolitiques dessinés par des cercles, et complété par le symbole du pivot français au centre des différents axes (traits jaunes) disposés de manière radiale et illustrant les différentes directions dans lesquelles la France peut pivoter selon une politique d'équilibre.

Une autre figure sur la droite met en avant la notion d'équilibre[8] avec les différents espaces en équilibre précaire sur une pyramide. Pour affirmer son rôle de *puissance mondiale*, la possession de l'arme nucléaire (la France entourée d'un cercle rouge exprimant le sanctuaire nucléaire sur le schéma principal) et la *puissance militaire* font partie de sa panoplie. Une première carte associée exprime le poids des héritages géohistoriques : les menaces récentes (grosse flèche rouge) venaient de l'Est du continent européen (l'Allemagne, d'où le projet européen, et l'URSS) et du tropisme méditerranéen et africain. Ces éléments pèsent encore aujourd'hui dans les représentations françaises. Sur la carte d'échelle mondiale, le siège de la France au Conseil de sécurité des Nations unies comme le projet *d'Europe puissance* sont perçus comme un moyen de démultiplier la puissance nationale française. Le message d'universalité porté par la France depuis la Révolution française fait aussi partie intégrante de son positionnement au niveau mondial, et sert à peser sur tous les enjeux géopolitiques dans le monde qui sont susceptibles de lui faire tenir son rang. Pour illustrer cette représentation, les différents axes géopolitiques de la politique mondiale de la France sont symbolisés par une pyramide sur la carte du bas, comprenant l'axe idéologique du message d'universalité[9] qui surplombe les axes géopolitiques.

L'Allemagne (fig. 2) est un *milieu* ou un *centre* dans les représentations allemandes.

Sur le schéma en haut de la planche, cette idée est exprimée graphiquement par son territoire entouré d'enveloppes concentriques et de réseaux en étoile. La sécurité est avant tout assurée selon le point de vue des Allemands par des ancrages stabilisateurs et des alliances stables, sinon définitives, au cœur des flux d'échanges européens et mondiaux selon une stratégie d'interdépendance (*ancrage occidental* depuis Konrad Adenauer, et tentatives d'ancrage de la Russie à l'Occident).

Le schéma souligne ces différents concepts par une légende différente de celle de la représentation française. Les cercles concentriques des Allemands *au milieu* de *l'Europe de la stabilité* illustrent des enveloppes géopolitiques emboîtées dont la fonction est de chercher à inclure le voisinage pour repousser toujours plus loin les instabilités. Ces cercles sont doublés d'une stratégie d'interdépendance et d'imbrications économiques et politiques symbolisées par des traits à doubles flèches inversées, qui ont pour fonction d'effacer les lignes de fractures et frontières.

L'Allemagne en *position centrale* est un facteur de risque dans les représentations géohistoriques allemandes. L'Allemagne pourrait se positionner comme *État-pivot*, mais ne le fait pas (encore ?), car elle évite la *politique de balance* (*Schaukelpolitik*) et cherche la stabilité, l'interdépendance, et évite le discours sur la *puissance*. La notion d'*équilibre* pour les Allemands signifie avant tout le maintien d'un équilibre entre les intérêts de ses

8 Si la France comme *État charnière* cherche à faire basculer l'Europe dans telle ou telle direction, on peut aussi parler d'*État bascule.*
9 Droits de l'homme, démocratie, république.

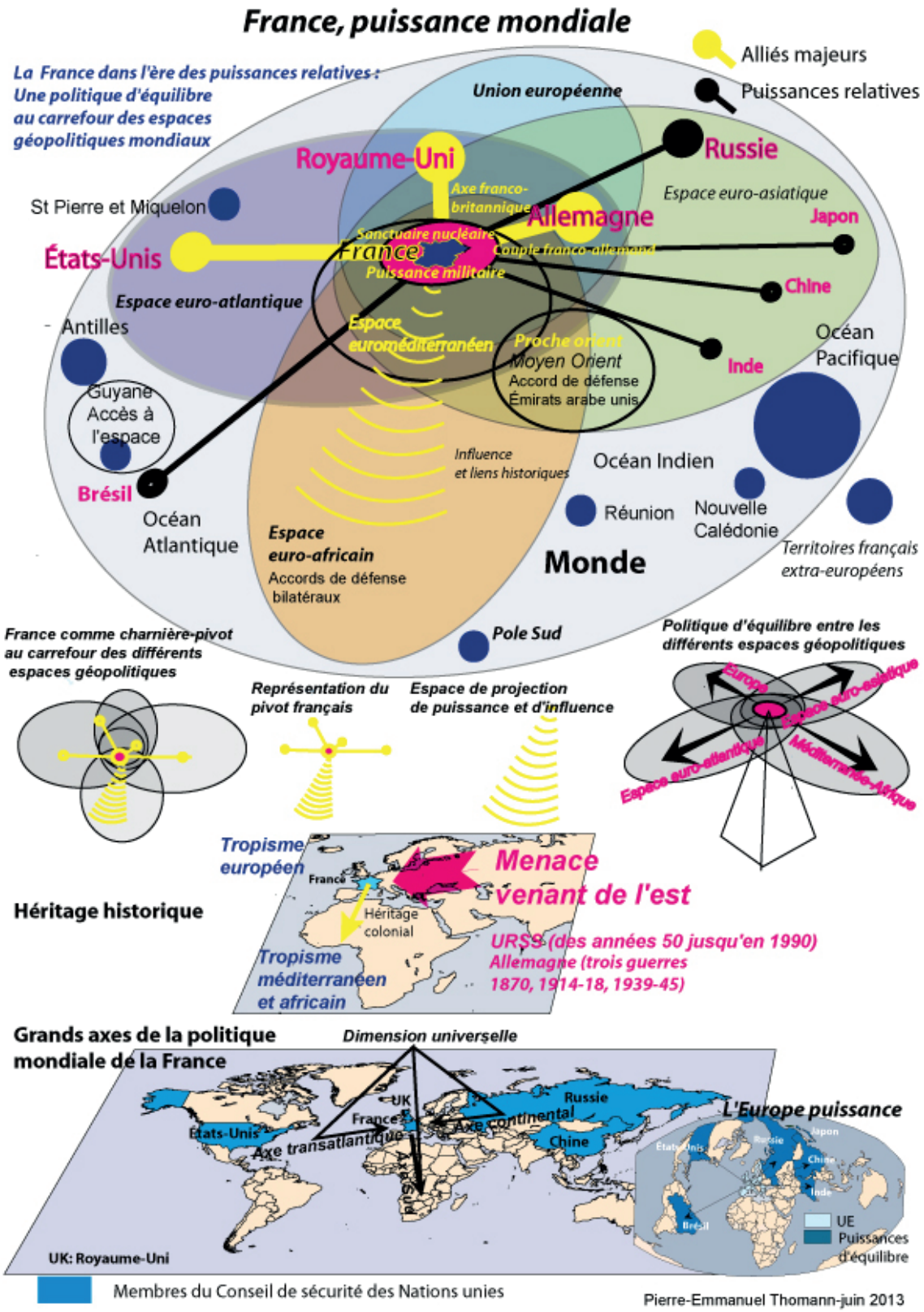


Figure 1 : La France, puissance mondiale

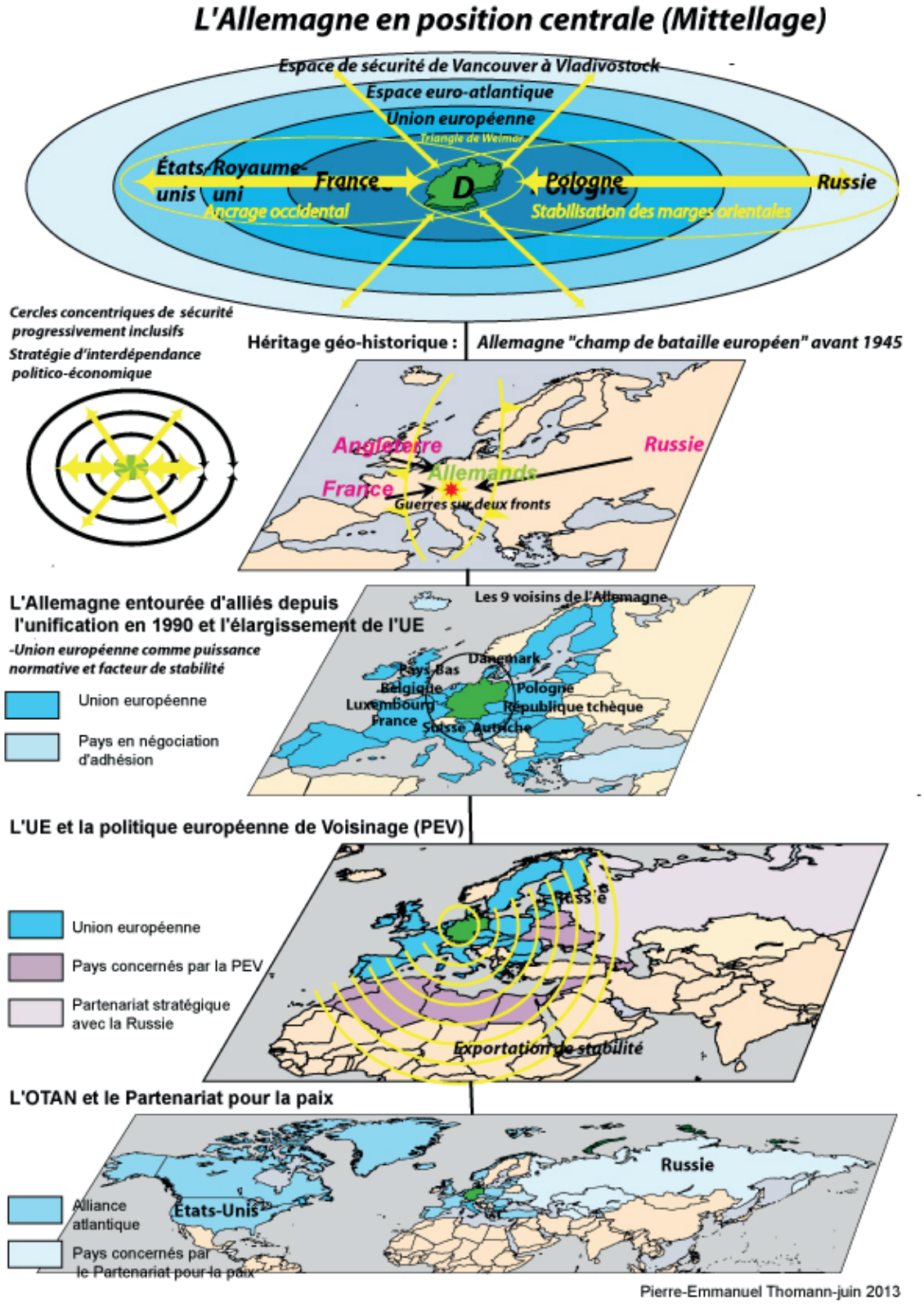


Figure 2 : L'Allemagne en position centrale

différents partenaires. Pour restituer graphiquement cette préoccupation, les cartes associées sous le schéma illustrent d'une part le traumatisme historique issu du risque d'encerclement avec la guerre sur deux fronts, et la résolution de ce dilemme par le projet européen et son extension en Europe centrale plaçant l'Allemagne en position idéale *au centre*, car elle est entourée d'alliés sur la deuxième carte, et l'objectif de consolidation de cette position, notamment par l'exportation de stabilité vers l'Est au moyen des partenariats de l'OTAN[10] sur la troisième carte.

Les schémas géopolitiques : mode d'emploi et limites

Les schémas précédents ne sont pas séparables des cartes qui montrent comment ces notions s'inscrivent dans la réalité spatiale. Ils sont valables parce qu'il y a les vraies cartes à côté et qu'on peut vérifier l'adéquation entre le planisphère réel et les représentations géopolitiques. Ces schémas montrent que les stratégies territoriales sont issues de représentations et concepts plus ou moins flous. L'utilisation de manière désordonnée de ces concepts démontre l'absence chez les acteurs de systématisation de leurs stratégies, mais on peut néanmoins déceler et mettre en lumière des notions récurrentes et marquer les différences entre les Allemands et les Français.

Ces schémas se démarquent clairement de la chorématique. Les schémas ne se décomposent pas en symboles de base dont la combinaison sur une carte schématisée ferait ressortir des lois de l'espace comme ont cherché à le démonter les promoteurs de la chorématique pour hisser la géographie au statut de science[11]. Les schémas sont ici des constructions destinées à visualiser des représentations qui sont elles-mêmes floues et issues d'un mélange d'éléments réels, mais aussi subjectifs, et parfois faux. Le schéma, puisqu'il tente de montrer le caractère simplificateur d'une représentation, doit refléter l'imprécision et la simplification abusive des représentations qui sont mobilisées par les acteurs pour élaborer leur stratégie, convaincre les citoyens, contrer les visions rivales.

Au schéma qui résulte d'une simplification, des cartes plus précises sont ajoutées, qui montrent en partie la complexité de la réalité parfois occultée par la représentation ainsi que son origine (les mémoires historiques), et leur déclinaison à différentes échelles. Les schémas ne sont pas destinés à découvrir une réalité cachée, mais montrer comment les représentations, même fausses ont une influence dans les relations franco-allemandes et doivent être soumises à la critique. Elles restent une construction du chercheur pour interpréter la situation géopolitique. Le choix des symboles repose sur les métaphores des acteurs. On ne délivrera pas un modèle de cartographie géopolitique avec sa légende reproductible pour tout type de situation.

Les cartes, nous l'avons dit, ajoutées au schéma des représentations, permettent de décrypter à différentes échelles la complexité de la situation. Ces différentes cartes qui permettent d'illustrer une situation géopolitique ne sont pas non plus séparables d'un texte qui permet au lecteur de saisir la logique de la planche cartographique multiscalaire.

Les paragraphes suivants sont destinés à commenter les planches cartographiques (figures 1 et 2) illustrant les représentations allemandes et françaises et les cartes associées à différentes échelles.

La représentation de la France comme puissance mondiale

À la différence des Allemands qui perçoivent l'Allemagne comme *un centre* ou un *milieu*, les Français perçoivent la France comme un *carrefour, une charnière, un point d'équilibre*.

La figure 1 illustre la représentation de la France comme *puissance mondiale* et en souligne les idées-forces.

Dans les représentations françaises, la stature mondiale de la France se justifie par la possession de territoires dans les grands océans mondiaux et sur différents continents et marque la différence avec l'Allemagne qui ne possède plus de territoires extra-européens.

La France avec les îles du Pacifique, de l'Atlantique et de l'océan Indien possède un immense territoire qui représente un potentiel économique. Elle détient ainsi le second territoire mondial en termes d'espaces maritimes après les États-Unis avec les zones économiques exclusives (ZEE). Le territoire de la Guyane en Amérique du Sud est stratégique en raison de la présence de la base aérospatiale de Kourou dont la position géographique près de l'équateur est avantageuse pour un accès indépendant à l'espace. Plutôt que de se percevoir au centre d'un espace emboîté comme les Allemands, les Français, en tant que *puissance mondiale* dans une *ère de puissances relatives* raisonnent en termes d'équilibre au carrefour de différents espaces géopolitiques.

10 Mais aussi la politique européenne de voisinage (PEV) de l'Union européenne.

11 Voir à ce propos, les critiques formulées par Béatrice Giblin et Yves Lacoste dans le numéro d'*Hérodote* n°76, « Les géographes, la science et l'illusion », 1er trimestre 1995.

La France est d'abord un *sanctuaire nucléaire* depuis l'accession au club des *puissances nucléaires* en 1960. Pascal Boniface a souligné que le premier livre blanc sur la défense de la France en 1972 *« est venu apporter une rationalité stratégique et théorique à la possession de l'arme nucléaire. Il définissait avec une grande force intellectuelle les concepts de sanctuaire national et des intérêts vitaux*[12]*. »* La possession de l'arme nucléaire selon cette doctrine est le cœur de la souveraineté et de l'indépendance de la nation.

À l'échelle européenne, le *couple franco-allemand* est un axe prioritaire de sa politique étrangère, tandis qu'un *axe franco-britannique*, qui est plus ancien historiquement est une autre grande priorité de la diplomatie française. La politique européenne de la France est depuis les origines une politique allemande et le souci de maintenir l'équilibre avec l'Allemagne est constant. L'espace politique européen porté par l'Union européenne est destiné à donner la possibilité aux Français de démultiplier le poids de leur politique étrangère avec leurs alliés européens. L'espace euro-atlantique porté par l'OTAN, dont la France est un des membres fondateurs, lui donne une marge de manœuvre par des actions communes avec les États-Unis.

Au contraire des Allemands qui ont tendance à concevoir l'espace européen comme un sous-ensemble de l'espace euro-atlantique, les Français, tout en appartenant aux deux espaces ont toujours souhaité une marge de manœuvre plus autonome des européens, notamment vis-à-vis des États-Unis, et se donnent la possibilité de faire appel à l'un ou l'autre cercle d'alliances en fonction de leurs intérêts nationaux et de l'objectif à atteindre. L'espace européen se prolonge vers la Russie, qui fut dans l'histoire française, un partenaire clé pour les alliances de revers vis-à-vis de l'Allemagne, mais aussi parfois une menace. À la différence de l'Allemagne qui craignait les menaces dans toutes les directions, les menaces pour les Français venaient de l'Est. Les troupes allemandes ont envahi le territoire français trois fois en 1870, 1914 et 1940, et l'URSS et le pacte de Varsovie ont constitué une nouvelle menace pendant toute la guerre froide jusqu'en 1991.

En plus du tropisme continental européen, les Français sont aussi fortement influencés par un tropisme méditerranéen et africain issu de l'histoire et de la façade maritime de la France sur la mer Méditerranée. La diplomatie française maintient des liens forts avec les anciennes colonies en Méditerranée comme le Liban, ou l'Afrique du Nord, mais aussi avec de nombreux pays africains francophones dans son hinterland africain. Le Moyen-Orient, espace à l'interface entre l'Afrique et l'Asie, constitue aussi un espace important dans l'histoire de la diplomatie française. La France a signé des accords de défense bilatéraux avec des pays africains, mais aussi au Moyen-Orient avec le Qatar, le Koweït, et le plus récent avec les Émirats arabes unis (EAU) en 2010.

L'enveloppe euro-asiatique est un espace de coopération avec les puissances émergentes que sont la Chine et l'Inde, mais plus anciennement le Japon. La Russie a longtemps détenu un rôle particulier dans la politique étrangère française comme alliance de revers vis-à-vis de l'Allemagne, et aujourd'hui, de contrepoids vis-à-vis des États-Unis en fonction des circonstances, comme lors du refus de la guerre en Irak en 2003. La représentation de la France comme *puissance mondiale* trouve aussi sa justification dans son statut de membre du Conseil de sécurité des Nations unies, et marque la différence avec l'Allemagne qui ne possède ni l'arme nucléaire, ni de siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Les Français sont portés à considérer le système international comme un *concert des puissances mondiales* qui se superpose aux actions multilatérales dans les grandes organisations internationales. La diplomatie française tisse des liens privilégiés avec les grands États sur les différents continents, selon une hiérarchie variable avec les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais aussi la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil selon une stratégie d'équilibre. La diplomatie française fait la promotion de la langue française et de sa culture dans un espace francophone de taille mondiale qui reste potentiellement un réservoir d'alliances politiques. La France porte aussi un projet universel issu de la Révolution française et son message est destiné à renforcer la voix de la France dans le monde.

L'Allemagne au centre de l'Europe (Mittellage) comme facteur de risque

La chute du mur de Berlin et la disparition du rideau de fer en Europe en 1989 ont provoqué la réminiscence historique de représentations géopolitiques induites par la position géographique de *l'Allemagne au centre de l'Europe*. L'unification allemande en 1990 à la suite de ces bouleversements géopolitiques a réveillé chez les Allemands une inquiétude à l'égard de leur sécurité causée par la position géographique précaire de l'Allemagne au milieu d'une Europe en transformation politique. Cette perception allemande fait référence au défi historique auquel ont été confrontés les Allemands au cours de leur histoire : la construction d'un État situé au milieu de l'Europe en mesure de se protéger des invasions et des incursions des puissances étrangères en provenance de toutes les directions. Tandis que les

12 http://www.iris-france.org/informez-vous/blog_pascal_boniface_article.php?numero=164

nations européennes comme la France ou l'Angleterre se sont constituées plus tôt que la nation allemande, la *nation tard venue* selon l'expression du philosophe allemand Helmut Plessner devait à son tour protéger les habitants de ce territoire administré dans le passé par le Saint Empire romain germanique à l'ossature étatique décentralisée et dissoute par l'invasion napoléonienne en 1804.

La figure 2 illustre la représentation de l'*Allemagne en position centrale* et trace à grands traits les grandes lignes de cette représentation géopolitique qui se déclinent à plusieurs échelles géographiques. Dans la configuration géopolitique actuelle, la position au milieu est considérée comme un avantage en Allemagne après l'unification allemande, l'élargissement de l'Union européenne sur les flancs septentrional, méridional et oriental de celle-ci, précédé de celui de l'Alliance atlantique. Les Allemands exercent toutefois une vigilance particulière pour éviter la formation d'alliances antagonistes en Europe pour ne pas perdre l'acquis obtenu par l'élargissement euro-atlantique. Les Allemands, selon cette représentation, se perçoivent au centre de cercles concentriques qu'il est nécessaire de sécuriser comme des espaces ou des sas de sécurité protecteurs vis-à-vis des menaces extérieures, en s'entourant d'alliés avec qui ils partagent des projets politiques communs portés par les institutions euro-atlantiques.

La vision idéale allemande est désormais de favoriser une constellation au sein de laquelle les voisins de l'Allemagne sont convaincus que l'existence de l'Allemagne est une chance.

Après le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale et le sentiment de rejet dont ils ont été l'objet, les Allemands veulent être appréciés, c'est un sentiment à ne pas sous-estimer dans la psychologie allemande et devenue axiome de la diplomatie allemande[13].

L'Allemagne, la France et la Pologne ont fondé le triangle de Weimar à l'issue de l'unification allemande afin de préparer l'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale qui a fait du territoire de l'Allemagne le nouveau centre de l'Union européenne dès 2004.

Les Allemands conçoivent aussi le projet européen porté par l'Union européenne comme un sous ensemble de l'espace euro-atlantique qui forme le cadre de la relation étroite avec les Etats-Unis, assurant aux Allemands leur sécurité depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale et pendant toute la durée de la guerre froide jusqu'à aujourd'hui. L'élargissement de l'Alliance atlantique aux pays d'Europe centrale a précédé celui de l'Union européenne. L'Alliance constitue la pièce maîtresse de cet espace en ce qui concerne les questions de sécurité.

Les représentations historiques traumatiques plus ou moins floues liées à la position géographique anxiogène du territoire de l'Allemagne font référence à des événements précis. La guerre de Trente Ans qui a ravagé le territoire du Saint Empire romain germanique est l'une des références les plus lointaines qui soient véhiculées par les Allemands. Selon cette représentation historique, le territoire des Allemands fut « *le champ de bataille de l'Europe* » au cours des différents épisodes de l'histoire. L'Allemagne se trouve aujourd'hui dans une situation géopolitique idéale, entourée de neufs pays alliés : la France, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Pologne, et la République tchèque membres de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique, l'Autriche uniquement membre de l'Union européenne et la Suisse dans l'Espace économique européen. Les mémoires historiques rendent toutefois encore parfois problématiques les relations germano-polonaises et germano-tchèques des deux côtés de la frontière, notamment à propos de la question des réparations morales revendiquées par les anciens réfugiés issus des expulsions des populations allemandes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le degré de coopération des relations franco-allemandes n'a pas encore été atteint aux frontières allemandes orientales.

La position de *l'Allemagne au centre de l'Europe* induit dans la classe politique allemande un sentiment de responsabilité particulière pour éviter de se retrouver en situation précaire *au centre*, comme cela lui a été fatal dans l'histoire, et de préserver son *ancrage occidental*, l'option géopolitique majeure qui a été choisie par le chancelier Konrad Adenauer après la Seconde Guerre mondiale. Après avoir promu l'élargissement de l'Union européenne dans sa proximité géographique immédiate, l'Allemagne est ainsi active au sein de l'Union européenne, pour poursuivre la politique de stabilisation sur les marges géographiques de l'Europe en direction de ses flancs oriental et méridional, au moyen de la politique européenne de voisinage (PEV). Cette politique est complétée par les partenariats pour la paix établis entre l'OTAN et les anciens pays de l'URSS et un conseil OTAN-Russie qui ont pour objectif, selon la vision allemande, de stabiliser les territoires toujours plus loin à l'Est. La relation avec la Russie, avec qui l'Allemagne entretient d'excellentes relations économiques, mais aussi plus difficiles au niveau politique, notamment

13 Entretien avec SE Reinhard R. Bettzuege, ambassadeur d'Allemagne auprès du Royaume de Belgique, 11 juillet 2012.

au travers de l'Union européenne et de l'OTAN, est particulièrement importante dans les représentations allemandes. Pour les Allemands, le rapprochement avec la Russie est la condition de la stabilisation d'un dernier cercle concentrique qui reste à parachever, celui de *l'espace de sécurité de Vancouver à Vladivostok*. Dans une configuration idéale, *l'Allemagne au centre de l'Europe* profiterait au maximum de sa position géographique en termes de sécurité et de relations commerciales grâce à l'insertion de la Russie dans le *camp occidental* et l'amélioration des relations entre la Russie et les États-Unis. Ce diagnostic géopolitique, réalisé début 2014, subit une inflexion depuis la crise ukrainienne (2014) qui contrarie l'objectif d'*occidentalisation* de la Russie et de stabilisation du flanc oriental de l'Allemagne par le gouvernement d'Angela Merkel. On note depuis un renforcement continu des tensions entre l'Allemagne, l'OTAN, l'UE et la Russie, avec pour conséquence la réapparition d'un fracture géopolitique en Europe inscrite dans le plus long terme.

La pesanteur des représentations stratégiques

Penchons-nous sur l'origine des représentations géopolitiques d'une situation contemporaine dans l'histoire et leur mise en lumière par la cartographie

Les représentations géopolitiques des nations schématisées et cartographiées (les représentations géopolitiques de la France comme *puissance mondiale* et de l'Allemagne *au centre de l'Europe*) sont des abstractions construites par l'auteur. Elles sont cartographiées pour démontrer qu'elles détiennent une pertinence dans le temps, et qu'elles influencent les stratégies des gouvernements nationaux et les débats démocratiques associés. D'où viennent les représentations géopolitiques allemandes et françaises actuelles ? Elles émergent surtout avec le premier «couple franco-allemand» de Gaulle-Adenauer, même si certains éléments proviennent de plus loin dans l'histoire. La cartographie des visions géopolitiques du général de Gaulle et de Konrad Adenauer, et celle des visions géopolitiques, un demi-siècle plus tard, de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont éclairantes pour souligner cette continuité.

L'avantage de la cartographie des représentations géopolitiques est non seulement de pouvoir comparer ces représentations entre deux acteurs parties prenantes d'une situation géopolitique, mais aussi de souligner leur inertie dans le temps.

Pour illustrer ce propos, penchons-nous sur les cartes géopolitiques de deux couples franco-allemands qui ont exercé des responsabilités à plus d'un demi-siècle d'intervalle.

Les visions géopolitiques de Konrad Adenauer et du général de Gaulle sont illustrées sur les figures 3 et 4. Les deux cartes suivantes (figures 5 et 6) illustrent les grandes lignes des représentations du monde de la chancelière allemande Angela Merkel et de ses deux coalitions successives, et de la vision du monde du président Nicolas Sarkozy. Ces planches cartographiques sont conçues suivant le même principe : un schéma synthétisant graphiquement la vision stratégique d'un acteur, complété d'une série de cartes illustrant les principaux enjeux géopolitiques à différentes échelles.

Nous l'avons déjà souligné, ces cartes permettent d'illustrer une situation géopolitique, mais ne sont pas séparables d'un texte qui permet au lecteur de saisir la logique de la planche cartographique multiscalaire. Les paragraphes suivants sont destinés à commenter les planches cartographiques (figures 3, 4, 5, 6) illustrant les représentations stratégiques de Konrad Adenauer et du général de Gaulle, et celles de la chancelière allemande Angela Merkel et de ses deux coalitions successives, et du président Nicolas Sarkozy.

Le couple Adenauer - de Gaulle

Les finalités et les stratégies associées de l'Allemagne de Konrad Adenauer et de la France du général de Gaulle comportaient des préoccupations communes, mais elles n'en étaient pas moins dissemblables et allaient se révéler lourdes de malentendus par la suite. La préoccupation des équilibres géopolitiques internes et externes était partagée par les deux hommes d'État selon des modalités différentes, comme il a été souligné dans l'hypothèse de recherche : faire face à la menace soviétique commune exigeait un rapprochement franco-allemand pour influencer de manière plus favorable les États-Unis et construire une politique de réassurance avec la France pour la défense de l'Allemagne selon Adenauer, tandis que le général de Gaulle privilégiait une Europe plus autonome des États-Unis, centrée sur un noyau franco-allemand ; redonner à l'Allemagne divisée une marge de manœuvre et une égalité en droit par rapport à la France selon Konrad Adenauer, hisser la France comme chef de file dans la relation franco-allemande selon le général de Gaulle.

L'ambition du général de Gaulle avait pour objectif de former une alliance franco-allemande privilégiée, noyau d'une Europe destinée à devenir une troisième force politique entre les États-Unis et l'URSS avec la France comme chef de file (schéma de la figure 3). Les flèches

jaunes sur la carte montrent les États qui font l'objet d'une politique spécifique sans être dans une alliance. Le traité de l'Élysée s'est inscrit dans le contexte d'une prise de distance de la France vis-à-vis de l'intégration européenne et d'un processus d'autonomisation vis-à-vis de l'Alliance avec les États-Unis.

Les représentations géopolitiques de l'*Europe européenne* et *l'Europe des États* du général de Gaulle allaient à l'encontre de *l'Europe intégrée* de Jean Monnet. Son arrivée au pouvoir a provoqué un refroidissement des relations franco-allemandes, car de Gaulle se méfiait d'une renaissance de la puissance allemande avec une orientation orientale.

De Gaulle avait pour objectif de réformer l'Alliance atlantique et a tenté de faire accepter par les Alliés la constitution d'un *triumvirat* au sein de l'OTAN dès 1958, réunissant les États-Unis, le Royaume-Uni et la France afin de prendre part à la stratégie mondiale qui était alors le monopole des deux autres partenaires. Après l'échec de cette politique par le refus des États-Unis d'accorder un statut spécial à la France, le Général a tenté de réencadrer le projet européen. Il fera plus tard sortir la France des structures intégrées de l'organisation en 1966 qu'il considérait incompatibles avec le nouveau statut nucléaire de la France tout en restant fidèle à l'Alliance atlantique.

Dans une deuxième phase, de Gaulle a donc cherché à réorienter la construction européenne avec le plan Fouchet en 1961 qui visait à faire des États le centre de gravité du pouvoir et non pas les institutions supranationales dont il avait toujours combattu le principe. Avec l'échec du plan Fouchet en 1962, il était décidé à poursuivre sa grande stratégie sur une base bilatérale avec l'Allemagne : *« Nous allons faire à deux ce que les Belges et les Hollandais nous ont empêché de faire à six*[14]*. »*

Le processus d'acquisition de l'arme nucléaire fut engagé dès 1954 en France, et le général de Gaulle l'a accéléré comme élément central de la politique étrangère française dès son arrivée au pouvoir en 1958. Le premier essai de la bombe nucléaire française à Reggane dans le Sahara algérien le 13 février 1960 a permis à la France d'accéder au club des puissances nucléaires. Le sanctuaire nucléaire a permis à la France de ne plus dépendre des États-Unis pour sa défense après le changement de perspective stratégique provoqué par l'accession de la Russie au rang de puissance nucléaire. L'arme nucléaire devient alors le fondement de l'indépendance de la France à l'égard des blocs : en septembre 1963, le général déclare qu'il *« fallait se préparer à tirer tous azimuts »*. Selon de Gaulle, la possession de la bombe assurait un pouvoir de dissuasion, mais jouait aussi le rôle d'égalisateur de puissance par rapport aux États-Unis et à l'URSS.

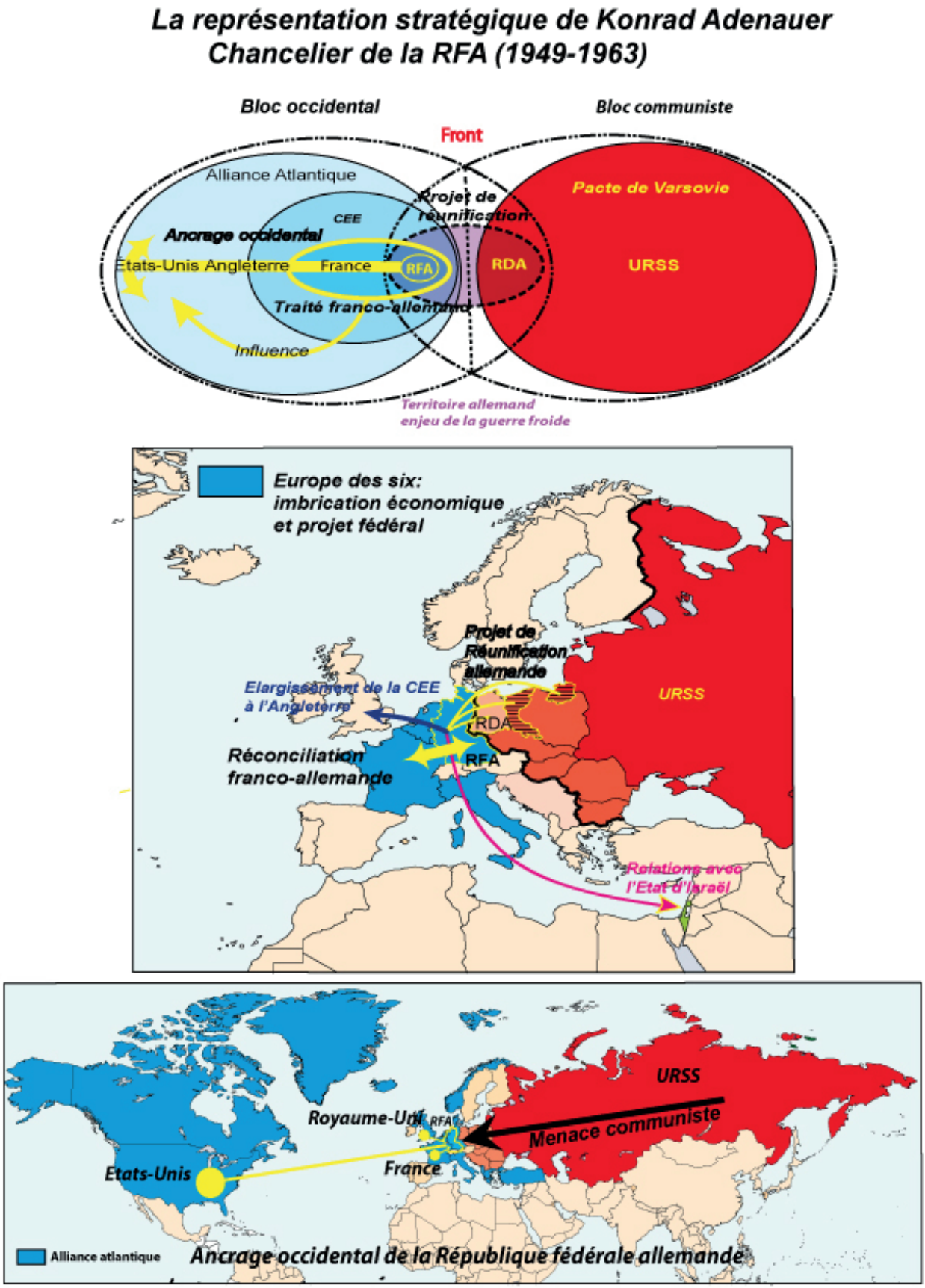
L'Algérie qui accède à l'indépendance en 1962 marque la fin des possessions territoriales françaises sur le territoire africain (excepté Djibouti), et conduit de Gaulle à centrer son action sur le continent européen, et sur les relations franco-allemandes en particulier. *« Nous avons procédé à la première décolonisation jusqu'à l'an dernier, nous allons passer à la seconde. Après avoir donné l'indépendance à nos colonies, nous allons prendre la nôtre*[15] *»* avait confié le général de Gaulle à son conseiller Alain Peyrefitte.

Le général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 14 janvier 1963, a fait comprendre que la place du Royaume-Uni, insulaire et maritime, et lié par ses échanges au grand large, ne pouvait pas faire partie de la Communauté économique européenne (CEE). L'entrée du Royaume-Uni dans les Communautés aurait eu pour effet de contester le rôle de chef de file que de Gaulle revendiquait pour la France. D'autre part, la décision des Britanniques de se doter des fusées américaines POLARIS pour équiper leurs sous-marins avait pour conséquence que leur force de défense ne serait pas européenne, un choix opposé à celui de la France qui a décidé de se doter d'une arme nucléaire autonome.

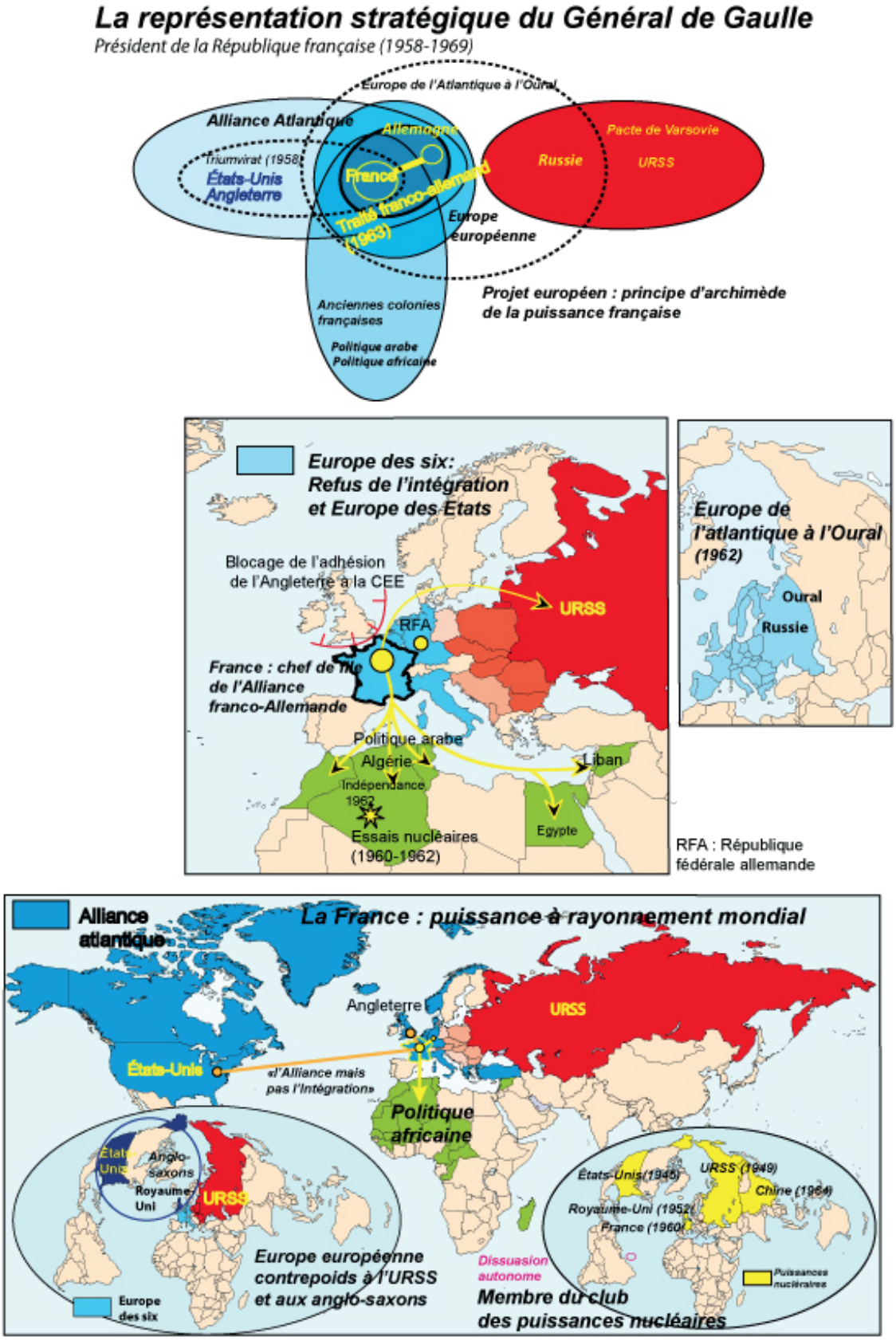
Le général de Gaulle a enfin toujours considéré qu'une solidarité de *l'Europe de l'Atlantique à l'Oural* émergerait, une fois dépassés les rapports de rivalité Est-Ouest. Lorsque la coopération franco-allemande a marqué le pas après le traité de l'Élysée et l'accession au pouvoir du chancelier Ludwig Erhard, il a envisagé de mener à nouveau une politique étrangère en direction de la Russie. La possibilité d'un renversement d'alliances avec la Russie était de nature à pousser le gouvernement allemand à se rapprocher du gouvernement français. De Gaulle n'a jamais mis à exécution ce renversement d'alliances, mais a entretenu l'ambiguïté pour faire pression sur les Allemands, qui selon lui se feraient à ses idées lorsque le bouclier atomique français serait en mesure de se substituer au bouclier atomique américain dont les Allemands étaient dépendants.

Le chancelier Adenauer, dont le traité de l'Élysée fut le dernier projet avant son retrait de la vie politique, souhaitait sceller la réconciliation franco-allemande de manière irréversible. Ce processus n'était pas séparable de sa stratégie d'*occidentalisation* de l'Allemagne qui comprenait deux faces d'une même médaille : la

14 Propos du Général, selon Alain Peyrefitte, dans Alain Peyrefitte, 1997, *C'était de Gaulle*, Paris, Éditions de Fallois-Fayard, p.219.
15 Propos du Général, selon Alain Peyrefitte, *Ibid.* p.15.



Figures 3 : Représentations stratégiques de Konrad Adenauer



Figures 4 : Représentations stratégiques du général de Gaulle

relation avec les États-Unis, mais aussi la France et le Royaume-Uni (schéma de la figure 4). L'objectif était d'éviter une distanciation de la France par rapport au processus d'intégration européenne. Il avait aussi une vision plus fédérale du projet européen que le général de Gaulle. L'égalité des droits avec la France dans le projet européen était primordiale et s'inscrivait dans la stratégie de réinsertion de l'Allemagne vaincue aux côtés des Alliés, en vue de la réunification allemande. La stratégie d'*imbrication économique* à la base du projet d'intégration européenne comme facteur de pacification avait les faveurs du chancelier. Il a introduit le concept d'*économie sociale de marché* en Allemagne sous l'impulsion de son ministre Ludwig Erhard et les principes ordolibéraux s'accordaient plus difficilement avec la vision encore dirigiste de l'économie du général de Gaulle. Une alliance bilatérale exclusive avec la France n'était pas la vision d'Adenauer qui était sous pression de la classe politique allemande favorable à l'élargissement de la Communauté au Royaume-Uni pour irrémédiablement l'associer au continent face à la menace soviétique. Le rapprochement franco-allemand était aussi destiné à renforcer sa propre marge de manœuvre vis-à-vis des États-Unis au sein de l'Alliance atlantique qui protégeait l'Allemagne. L'intégration dans l'OTAN était le moyen de prolonger la présence des États-Unis en Europe, et de poursuivre *l'ancrage occidental* de l'Allemagne.

Le chancelier gardait aussi l'espoir d'une réunification allemande. L'insertion de l'Allemagne dans une alliance occidentale et une politique de fermeté vis-à-vis de l'Union soviétique étaient de nature à renforcer le poids de l'Allemagne pour engager une négociation. Le chancelier Konrad Adenauer ne reconnaissait pas la nouvelle frontière et avait encore pour objectif de procéder à la réunification allemande dans ses frontières de 1937. Le traité de l'Élysée, face à la menace de la puissance soviétique, est une question « *de vie ou de mort*[16] » pour les destins partagés de l'Allemagne et de la France. Sans la réconciliation franco-allemande, l'élaboration de la Communauté économique européenne, une union politique européenne, ou l'Alliance atlantique ne seraient pas possibles.

Le couple Merkel – Sarkozy

Le positionnement de la France comme partenaire privilégié de l'Allemagne avec le projet européen comme *multiplicateur de puissance française* tel que l'avait conçu le général de Gaulle a été repris par le président Nicolas Sarkozy. Le rapprochement en matière de défense avec le Royaume-Uni en fin de mandat constitue cependant une nouveauté avec le rôle de la France comme charnière entre le *couple franco-allemand* et *l'axe franco-britannique* qui diffère de l'attitude du général de Gaulle par rapport au Royaume-Uni lors de sa présidence de la République de 1958 à 1969. Le positionnement dans les différents espaces de projection pour exercer le rôle de *puissance mondiale*, dans l'espace euro-atlantique avec les États-Unis et le Royaume-Uni, dans l'espace euro-asiatique avec l'Allemagne et la Russie, mais aussi les États d'Asie, et enfin dans l'espace méditerranéen et africain est une continuité de la politique étrangère française (schéma de la figure 5). Le projet d'Union méditerranéenne en est une illustration. Le président a élargi la « marque au sol » de la présence militaire française en ouvrant une base aux Émirats Arabes Unis. Il a simultanément décidé de transformer les accords de défense bilatéraux, et d'européaniser un peu plus les relations avec l'Afrique. Plusieurs opérations militaires de l'Union européenne seront prises à l'initiative du président qui a poursuivi le projet *d'Europe de la défense*, comme facteur d'autonomisation et de projection de puissance.

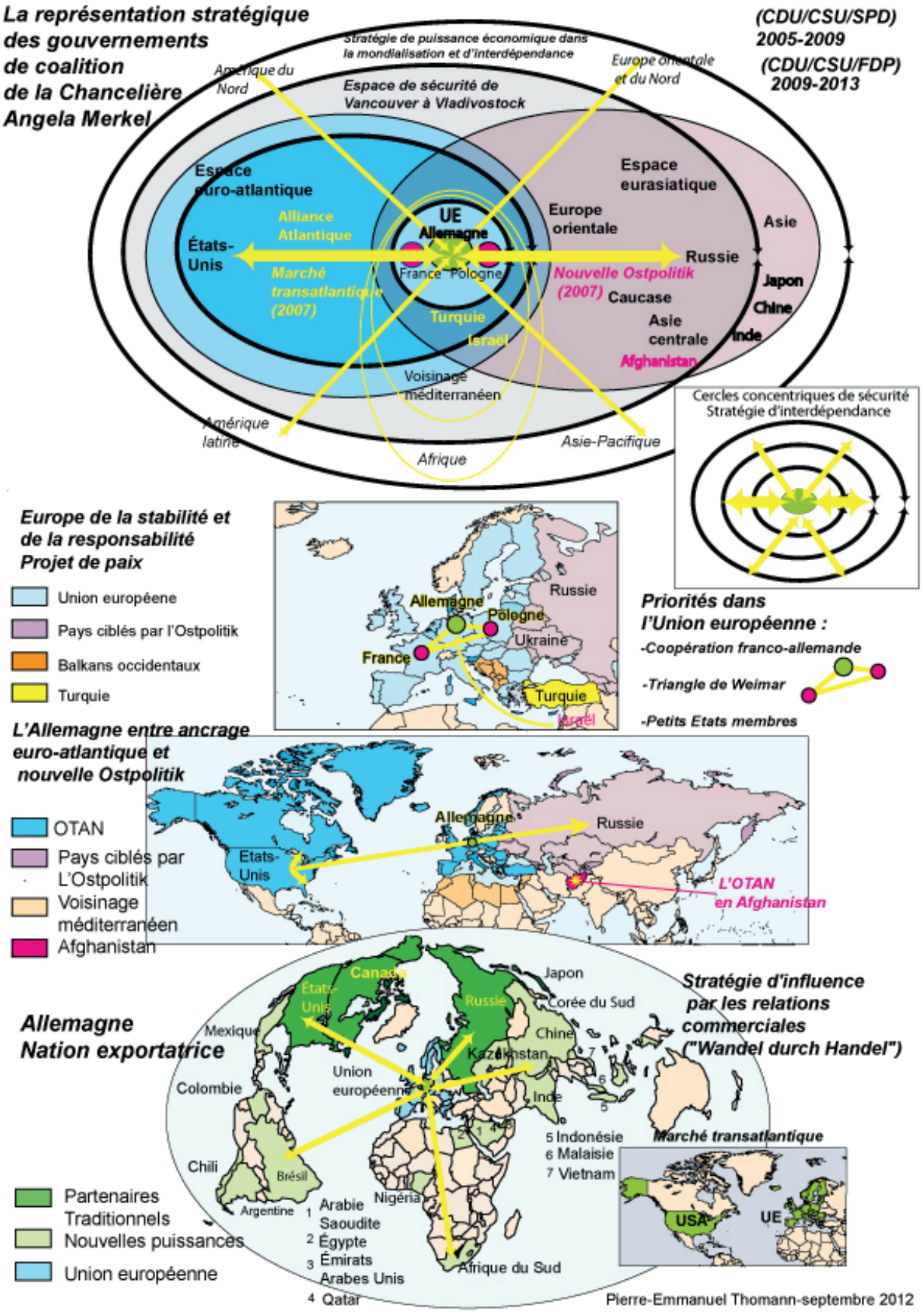
L'ancrage occidental, tournant décisif pris par le chancelier Konrad Adenauer après la guerre a été réaffirmé par la chancelière Angela Merkel. La constitution d'un marché transatlantique était déjà dans les priorités allemandes à cette époque, portées par le ministre de l'Economie Ludwig Erhard, ainsi que *l'économie sociale de marché*, qui inspire très fortement la chancelière allemande qui parle souvent de l'Allemagne comme *nation exportatrice* et insiste sur le maintien de cet héritage. La relation avec Israël est aussi restée un point fort de la République fédérale jusqu'à aujourd'hui. La perspective a cependant changé par la disparition du *monde bipolaire* et *l'Allemagne au centre* a pour objectif depuis l'unification de stabiliser son flanc oriental (schéma de la figure 6).

Peter Weilemann, directeur de la Konrad Adenauer Stiftung à Bruxelles[17] souligne ceci : *« La position centrale (Mittellage) est aujourd'hui importante dans la politique allemande, mais ne permet plus une politique de balancier, car l'Allemagne est intégrée à l'Ouest et avec le grand nombre de voisins, l'Allemagne veut éviter une division et stabiliser l'Est, avec l'aide de l'Union européenne. »*

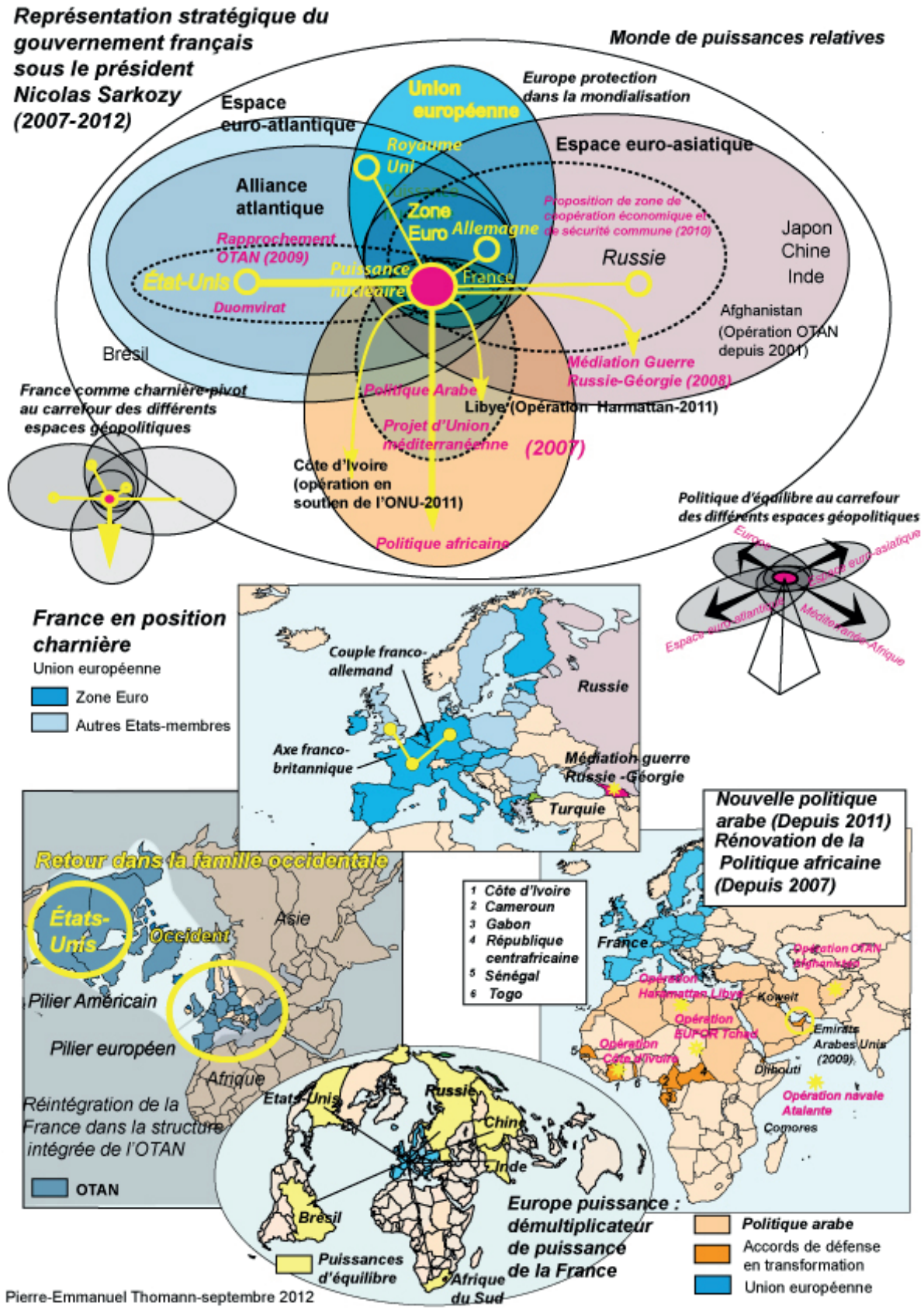
La coopération franco-allemande reste une priorité importante, mais celle-ci est complétée dans les représentations allemandes par la nécessité de créer une équivalence avec la Pologne, d'où l'insistance sur le triangle de Weimar qui reflète la nouvelle situation

16 Adenauer K., 1968, *Errinerungen,* 1959-1963, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, p.237.

17 Entretien avec Peter Weilemann, directeur de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS), Bruxelles, 18 novembre 2008 (décédé en décembre 2010). Il a travaillé pendant 27 ans pour la KAS et était directeur du bureau de Bruxelles de la KAS depuis 2003.



Figures 5 : Représentations stratégiques d'Angela Merkel



Figures 6 : Représentations stratégiques de Nicolas Sarkozy

géopolitique de l'après-guerre froide. Stabiliser et exploiter le potentiel commercial et énergétique à l'Est passe par l'approfondissement des relations avec la Russie, priorité qui reste inchangée désormais, quelle que soit la coalition au pouvoir. Le concept d'*Ostpolitik*, est l'héritage des sociaux-démocrates et des libéraux, mais prolongé par les coalitions successives y compris avec le parti CDU qui était réticent à l'origine.

La pesanteur des représentations géopolitiques

Les représentations héritées (figure 7) des visions du chancelier de la République fédérale allemande Konrad Adenauer, et de celles du général de Gaulle sont marquées chez la chancelière Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy. Il n'y a en fait rien d'étonnant à cela, puisque Angela Merkel est membre du parti CDU, le parti créé par le chancelier Adenauer en 1949 et Nicolas Sarkozy est le fondateur de l'UMP qui se veut l'héritier du gaullisme. Une comparaison des cartes illustrant les visions de Konrad Adenauer et Charles de Gaulle est utile à ce propos pour souligner les continuités et les inflexions.

La figure 7 illustre la pesanteur des représentations issues de l'histoire. Michel Foucher parle « *d'inertie des représentations géopolitiques*[18] ». Les grandes orientations des représentations stratégiques du gouvernement de coalition de la chancelière Angela Merkel et du gouvernement de Nicolas Sarkozy tirent en grande partie leurs origines de celles de Konrad Adenauer et du général de Gaulle, alors que la configuration géopolitique a changé avec la fin de *la guerre froide*. Les Allemands n'ont pas abandonné l'*ancrage occidental*, même si l'*Ostpolitik* a pris de l'importance, et cherchent à *occidentaliser* leur flanc oriental selon une vision inclusive, tandis que les Français se perçoivent encore comme une *charnière* au carrefour des différents espaces géopolitiques.

Conclusion

La carte est un outil géopolitique qui mériterait de se développer tant chez les gouvernants que chez les citoyens. La méthode d'analyse géopolitique est l'outil adapté pour réaliser un diagnostic équilibré qui est le préalable nécessaire à l'action. Prendre en compte les projets des différents acteurs, alliés comme adversaires supposés, permet d'anticiper les réactions des uns et des autres et de réajuster ses propres projets, car une manœuvre géopolitique doit être réévaluée en fonction de la réaction qu'elle provoque, selon le principe des actions réciproques de Clausewitz. Cela suppose de produire des cartes, les comparer, les confronter avec celles des autres acteurs extra-européens. Un bon diagnostic est celui qui évite l'aveuglement lié aux idéologies qui imprègnent trop souvent les doctrines de politique étrangère et aboutissent à des erreurs stratégiques provoquant le contraire de l'effet escompté. La géopolitique comme méthode d'analyse géographique est un raisonnement stratégique par excellence qui mériterait d'être d'autant plus valorisé que le monde se complexifie.

Aborder la question du territoire est hautement sensible, mais confronter les points de vue et débattre de cette question de fond ne serait pas moins problématique, pour légitimer progressivement un projet européen commun, qu'une juxtaposition d'arrangements institutionnels reflétant des options nationales qui évoluent parallèlement. Cela suppose de comprendre les représentations géopolitiques des différents partenaires et de saisir leurs évolutions pour proposer de débattre de représentations géopolitiques communes, et non pas uniques. La superposition sur le territoire cartographié des différents projets et visions souligne les potentialités communes, mais aussi les limites qui feraient l'objet de négociations à partir des intersections entre enveloppes spatiales correspondant aux territoires ciblés et les zones de non-coïncidence.

Penser la géopolitique, articuler dans l'espace et dans le temps le monde est un moyen d'établir un diagnostic. C'est le préalable pour ensuite réussir une géographie de l'action, proposer des solutions, en débattre entre citoyens, car un projet sans légitimité n'a pas d'avenir, et le projet européen est en train de perdre sa propre légitimité. Ce débat ne doit pas rester restreint aux gouvernements, ni nationaux ni à des cercles de pouvoir dans les institutions européennes. À vrai dire, ce type de réflexion n'existe pas, c'est leur absence qui interpelle. Le débat doit se construire avec des cartes révélant non seulement la répartition des faits concrets (économiques, militaires, etc), mais aussi les représentations géopolitiques contradictoires des uns et des autres. C'est pourquoi la réflexion sur la légende cartographique est cruciale. Une carte des représentations doit mettre les métaphores à l'épreuve des situations géographiques concrètes pour juger de leur fondement et envisager leurs forces et leurs faiblesses.

Oser le débat géopolitique revient en fin de compte à reprendre en main son destin. Cela évite aussi de tomber dans l'utopie, qui signifie *sans lieu* en grec.

18 Entretien avec Michel Foucher, École militaire, Paris, 7 décembre 2012.

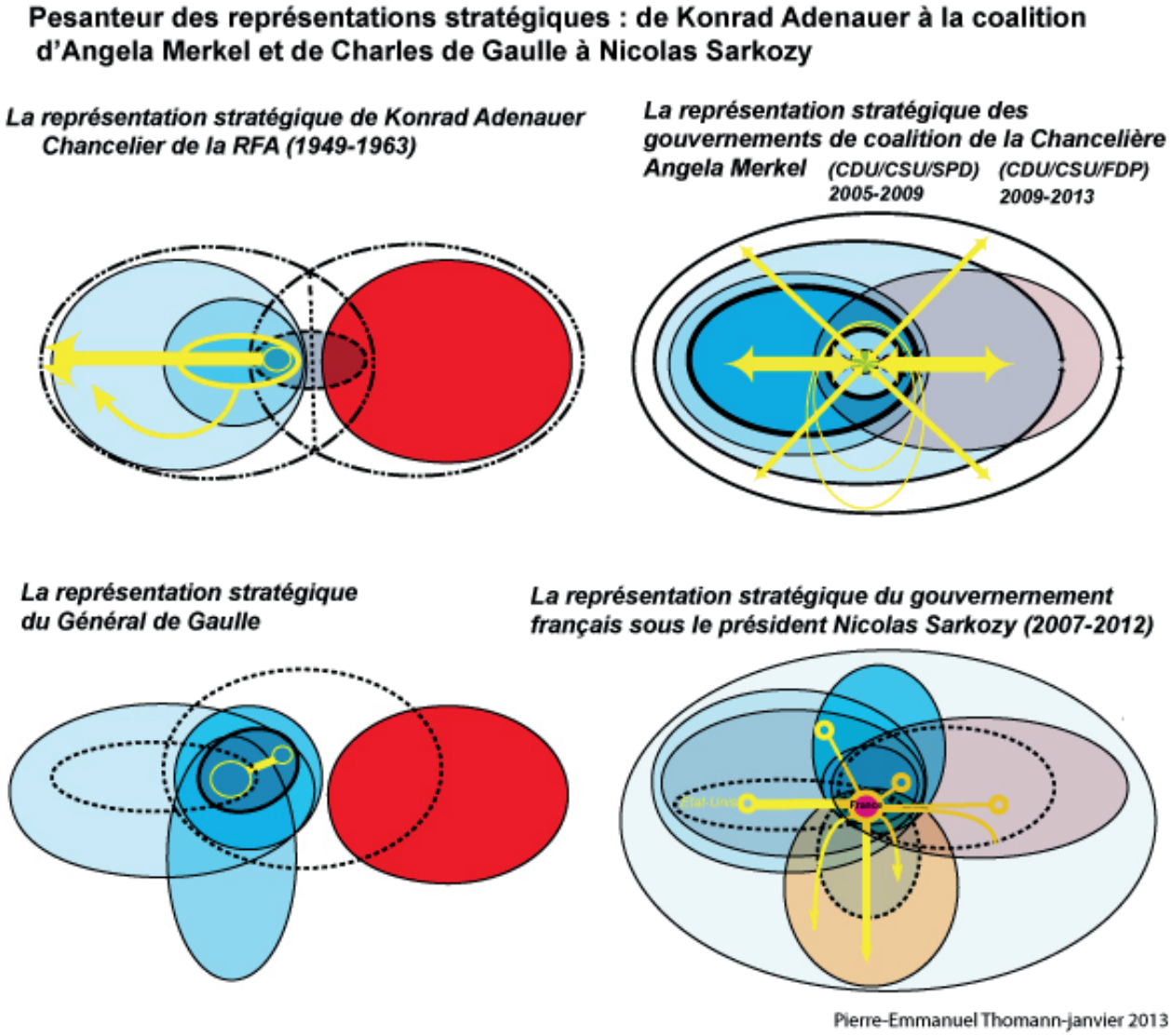


Figure 7 : Pesanteur des représentations issues de l'histoire